



## CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 28 MARS 2024

L'an deux mille vingt quatre, le vingt huit mars, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

### Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

### Secrétaire de séance

GUILLORÉ Alexandra

### Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)  
RIOU Michel (pouvoir à TANGUY Anne)  
TRMAL Marie-France (pouvoir à YVINEC Odile)  
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)  
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)  
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)

## Conseil de Communauté du 28 mars 2024

## Délibération n°DCC2024\_076

Objet	<b>Convention cadre entre la Région Bretagne et la CAPLD : soutien aux projets de recherche et développement structurants industriels et projets collaboratifs labellisés par les pôles de compétitivité.</b>
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Economie
Thème	Economie

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS**

La Communauté a renouvelé par délibération DCC2023\_107 du Conseil de communauté du 30/06/2023, la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique 2023-2028 avec la Région Bretagne avec pour objectifs :

- d'articuler les politiques de la Région de la CAPLD dans le domaine du développement économique en conformité avec leurs priorités communes,
- d'assurer la complémentarité des dispositifs d'aides aux entreprises à déployer sur le territoire et fixer les règles d'intervention de chacun,
- de poursuivre le déploiement d'un Service Public de l'Accompagnement des Entreprises (SPAÉ) sur le territoire.

La convention cadre liée aux projets industriels de recherche et développement structurants et aux projets de recherche et développement collaboratifs labellisés par les pôles de compétitivité est complémentaire et vient renforcer ce premier partenariat. La convention 2021/2023 étant arrivée à son terme. Il est proposé aux EPCI la possibilité de renouveler ou de signer une convention pour la période 2024-2027.

Le principe de cette nouvelle convention cadre est de développer la capacité d'innovation et de recherche et développement des entreprises, prioritairement les PME dans le domaine de l'industrie sur le territoire breton. Elle vise à accompagner des projets innovants à forte ambition.

**La présente convention a pour objet :**

- De définir les modalités selon lesquelles les collectivités partenaires participent au financement des aides régionales en faveur des projets de R&D structurants et des projets de R&D collaboratifs labellisés par les pôles de compétitivité,
- De confier à la Région Bretagne, pour le compte des collectivités partenaires, l'instruction et la gestion de leurs aides à ces projets.

**Ce soutien pourra passer par une participation conjointe des collectivités au financement de projets :**

- **De recherche et développement collaboratifs labellisés par les pôles de compétitivité.** Par projet collaboratif, il faut entendre tout projet de développement associant au moins deux entreprises (toutes activités éligibles) et au moins un établissement de recherche supérieur et/ou de recherche ayant vocation à développer un nouveau produit, service, process innovant. Il s'agit d'encourager à travailler ensemble pour mieux développer.

- **De recherche et développement structurants, projets portés par des industriels majeurs du territoire de l'EPCI**, impliquant des investissements lourds et des impacts importants sur l'emploi. Ces projets ne font pas l'objet d'une labellisation d'un pôle mais devront présenter une innovation stratégique majeure pour le territoire, en lien avec les enjeux de transition écologique et énergétique.

### **1- Montant du financement apporté par la Région Bretagne et par la CAPLD :**

#### **Les taux de financement :**

Un taux maximal de 45% pour les PME, 30% pour les entreprises intermédiaires (ETI) et 25% pour les grandes entreprises.

**L'application d'un bonus de 5% pour les entreprises bénéficiaires en cas de participation de l'EPCI** permettant un plafond maximum de 50% pour les PME, 35% pour les ETI et 30% pour les grandes entreprises.

#### **La répartition des financements entre la Région et les collectivités :**

##### **- Pour les projets de R&D collaboratifs :**

Pour les projets financés uniquement par la Région et l'EPCI (ex : AAP nationaux, AAP régionaux, AAP PME) : il est convenu un principe d'intervention de l'EPCI de 30% de l'aide publique pour les partenaires de leur territoire, en complément d'une intervention du Conseil Régional à hauteur de 70%.

Pour les projets co-financés par le FEDER : Un financement du projet par le FEDER à hauteur de 50% de l'aide sera privilégiée et les 50% restants seront partagés à parts égales entre la collectivité partenaire et la Région.

**- Pour les projets de R&D structurants**, les participations respectives de la Région et de l'EPCI seront définies au cas par cas et viseront un financement à parts égales selon les taux de financement maximal précisés en fonction de la taille de l'entreprise (le bonus ne s'applique pas ).

### **2- Montant de participation pour l'ensemble des projets :**

Selon la taille de l'EPCI, des plafonnements sont proposés par la Région :

- 30 000 € pour chaque bénéficiaire d'un projet pour les Communautés de Communes,
- 50 000 € pour chaque bénéficiaire d'un projet pour les Communautés d'Agglomération,
- 100 000 € pour chaque bénéficiaire d'un projet pour les Métropoles,

Pour chaque projet éligible la décision de cofinancement appartient à chacune des collectivités partenaires de la Région. L'EPCI reste libre de contribuer ou non au financement des projets présentés.

Chaque EPCI doit indiquer le plafond qui s'applique à elle. Pour la CAPLD il est proposé un montant plafond de 50 000 € par projet.

### **3- Modalités de fonctionnement de la convention :**

La convention annexée précise les modalités de fixation des montants de l'aide aux projets, la gestion de l'aide des collectivités partenaires, les modalités d'instruction des demandes, les règles de plafonds, les modalités de notification et de signature des conventions entre la Région et les bénéficiaires de l'aide, les modalités de versement de l'aide et les suivis de projet.

## **DÉLIBÉRATION**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,  
Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 19 mars 2024  
Vu l'avis favorable de la Commission attractivité du 11 mars 2024  
Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 5 mars 2024

### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Pas de participation : 1  
THOMIN Mélanie

**Article 1 : approuve la convention cadre de soutien financier aux projets de recherche et développement structurants et aux projets collaboratifs de recherche et développement labellisés par les pôles de compétitivité,**

**Article 2 : autorise le président à signer la convention avec la Région Bretagne ainsi que tout document afférent.**

**Article 3 : dit que les crédits prévisionnels nécessaires seront inscrits au chapitre 204 du budget principal via une prochaine décision modificative.**